



Salariés du public et du privé : mêmes attaques, même combat

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse ! Le 19 mars la fonction publique est appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

Les salaires, mais pas seulement

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée pourrait aussi s'inviter la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

Dans le 93 et ailleurs, le personnel de l'Éducation et les parents donnent le ton

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

Choc de la lutte contre le « choc des savoirs »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique de tri social à l'école. Cela ne lui suffisait pas

d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante. » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être rabaissé. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmilière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

La réussite de la journée de grève du 19 mars pourrait être un point de départ et donner confiance à bien d'autres salariés, du public comme du privé, pour suivre le chemin de la lutte.



Les chaises musicales

Aux Urgences de Bichat, rien ne va plus. La direction déclare des plans blancs pour que l'ARS débloque des lits. On ne décide pas, on ne fait plus que réagir. Le matin, quand on arrive, c'est comme si on était en plein milieu de l'après-midi. On sort les patients qui ne devraient pas sortir, ceux qui devaient rester la nuit... On en arrive à un jeu de ping-pong qui donne l'illusion de libérer des places, mais les services se renvoient les patients, les trajets sont multipliés.

Un système complètement grippé... même sans grippe. Le remède contre la grippe, c'est de réinjecter de l'argent, des personnels et des lits.

On va pas finir par enfiler des bonnets de bain, si ?

Les Jeux Olympiques de Paris approchent et surprise (non), rien n'est prêt, ou presque. On s'attend à avoir jusqu'à 15 millions de touristes, 15 000 athlètes et 40 000 représentants des médias soit 150 000 personnes supplémentaires par jour, donc 150 passages aux urgences par jour d'après l'AP-HP.

À part proposer des primes inégales et incertaines qui nous obligent à sacrifier une partie de nos vacances, l'AP-HP ne propose ni d'ouvrir des lits supplémentaires ni d'embaucher plus pour ces JO.

Aux JO il y a des épreuves de natation, mais pour nous, les épreuves de nage coulée et se retrouver au fond du bassin, non merci !

De l'argent, il y en a

Face à cette situation que la direction appelle elle-même dégradée, beaucoup d'infirmières choisissent de faire de l'intérim, puisque c'est décider d'avoir une vie, une prise sur ses horaires et d'être mieux payé.e. Qu'on soit intérimaire ou non, on aspire toutes et tous à ça. Alors revendiquons-le tous et toutes ensemble.

Grève des agents de sécurité : pas question de devenir des "zombies"

Au CHU de Montpellier, les agents de sécurité doivent travailler depuis 3 mois avec des plannings qui alternent journées et nuits. Ils ont décidé de faire grève le 12 mars, malgré les menaces. Ceux qui sont en CDD ont été menacés que leur contrat ne serait pas reconduit : un chef aurait dit : "Vous n'aurez plus qu'à aller bosser chez Gifi si vous faites grève".

Ces conditions de salaire et de travail à Montpellier sont les mêmes que celles que connaissent beaucoup d'agents de sécurité d'autres établissements de santé. Ceux de Montpellier ont compris que pour se faire respecter, leur véritable arme, c'est la grève.

Des beaux discours pour cacher la réalité ?

La direction a profité du 8 mars pour mettre en avant ses politiques en matière de droits des femmes. Les belles paroles, c'est bien, mais ça ne fait pas oublier qu'elle a fermé des centres de loisirs et des crèches dans certains établissements. À l'hôpital Beaujon, il a fallu que le personnel se batte l'an dernier pour que le centre de loisirs soit maintenu !

Aux voleurs !

De nombreux établissements de santé ont des pratiques jugées illégales et discriminatoires par le Conseil d'État et la Cour de Cassation en matière de congés maladie. Ainsi un personnel travaillant en 12h qui pose 2 jours de congé maladie "perd" 10h qu'il devra rendre avec des RTT et des CA, parce que ces directions se basent sur un décompte journalier de 7h de travail.

Ces directions expliquent que c'est la faute du logiciel. Excuse minable pour ce qui est un non-respect de la loi et un vol au détriment des salariés.

Les traditions sexistes ? On peut s'en passer !

Connaissez-vous les « fresques carabines » ? Il s'agit de fresques murales, étalées dans les salles de garde des internes et le plus souvent obscènes : représentant des orgies sexuelles où l'on reconnaît le visage de divers chefs et responsables. Souvent peintes à l'initiative de corporations bien droitières d'étudiants en médecine, elles sont de plus en plus effacées et c'est tant mieux. Au CHU Lapeyronie à Montpellier, l'une de ces fresques s'étale encore... Fatiguées de voir cet étalage sexiste à chaque pause déjeuner, des collègues ont marqué le coup pour le 8 mars en recouvrant partiellement la fresque d'un « collage féministe » avec des slogans tels que « la cantine, c'est pas youporn ! » ou « non à la culture du viol ».

Le docteur Philippe Cathala, médecin légiste à l'hôpital Lapeyronie et président du Conseil de l'Ordre des médecins de l'Hérault s'est alors rué dans les médias pour dénoncer... les collègues qui ont recouvert la fresque et la « cancel-culture » ! Il ajoute : « Est-ce réellement le monde dans lequel nous voulons vivre ? » Un monde sans fresques dégueulasses ? Sans sexisme débridé ? Oui, c'est ce monde-là qu'on veut !

Pas besoin de l'ONI pour pouvoir bien travailler !

Une centaine d'infirmières du Nouvel hôpital de Navarre à Évreux (Eure) ont reçu un courrier de mise en demeure par l'Ordre National des Infirmiers (ONI) pour « exercice illégal de la profession ». Ne sont-elles pas diplômées ? Formées ? Si bien sûr, mais elles n'ont pas payé leur cotisation annuelle de 35 euros pour être affiliées à cet Ordre mis en place par le gouvernement en 2006 et dont la cotisation est obligatoire pour tous les infirmiers et infirmières. Nous sommes nombreux à ne pas nous être affiliés à cette structure : nous n'avons pas besoin de l'ONI pour nous dire comment travailler et pour défendre nos conditions de travail. Plutôt qu'une structure corporatiste, nous préférons l'action syndicale et la grève !

SOUTENEZ LE NPA : POUR FAIRE ENTENDRE UNE VOIX INTERNATIONALISTE ET REVOLUTIONNAIRE !

Le mercredi 3 avril, les militants du NPA solliciteront votre soutien financier pour aider à la parution de ce bulletin. Le bulletin NPA dénonce tous les 15 jours les méfaits petits et grands de la politique du gouvernement contre les services publics. Il défend des perspectives communistes et révolutionnaires. Si vous l'appréciez, donnez à la collecte !